

RELIGIONS Les grandes religions voient d'un bon œil le don d'organes, mais avec le consentement du donneur. **13**

HISTOIRE VIVANTE La désinformation est devenue un enjeu stratégique. Comment en est-on arrivé là? **14**

le MAG Avec la rentrée littéraire, le nombre de parutions explose. Mais les critiques sont pris de court. **19**

WEEK-END

SOLIDARITÉ
11
LE COURRIER
VENDREDI 15 SEPTEMBRE 2017

Si la société civile colombienne salue le processus de paix avec les guérillas, elle réclame une réforme politique et sociale d'ampleur pour en finir avec la violence institutionnelle et criminelle

Vers une paix partielle en Colombie

CHRISTOPHE KOESSLER

Amérique du Sud ► La Colombie est-elle vraiment sur le chemin de la paix? Si les organisations de la société civile de ce pays saluent les accords de paix du gouvernement avec les FARC, signés à la fin de l'année dernière, et se réjouissent du cessez-le-feu décidé la semaine dernière avec l'ELN, l'autre rébellion armée, elles soulignent qu'enterrer la hache de guerre avec les guérillas ne sera pas suffisant.

«Nous sommes venus transmettre en Europe une grande préoccupation du mouvement social: le discours de normalisation présenté par le gouvernement colombien ne correspond pas à la réalité. Rien que depuis le début de l'année, plus de 40 militants pacifistes ont été assassinés par des groupes paramilitaires. Et neuf de nos camarades se trouvent actuellement injustement emprisonnés dans le département de Bolivar», explique Gladys Rojas Serras, secrétaire générale de l'organisation de droits humains Corporación Sembrar, au sortir d'une rencontre avec le Département fédéral des affaires étrangères à Berne.

Une délégation d'activistes colombiens est passée par la Suisse en ce mois de septembre pour faire passer ce message auprès de nos autorités et de la population. Elle souligne que nombre de communautés colombiennes continuent à être dépossédées avec violence de leurs terres pour faire place à des projets miniers, des barrages, des parcs naturels ou des grandes plantations promues par le gouvernement.

Des groupes armés ignorés

«On ne peut parler de paix si on ne garantit pas le droit au territoire. Déplacer de force les petits paysans et les mineurs artisanaux, avec emprisonnements et assassinats à la clef, ne correspond pas à notre idée de la paix», continue l'éducatrice populaire, qui est aussi déléguée du Congrès des peuples, large coalition de mouvements sociaux colombiens.

Alors que le gouvernement se félicite d'avoir démobilisé les paramilitaires en 2005, ces milices d'extrême droite au service des grands propriétaires terriens, des multinationales et de l'Etat, les ONG colombiennes contestent l'efficacité de la mesure: «Les chefs paramilitaires mis en prison sont déjà libres. Pour nous, ils ne se sont jamais démobilisés. Nos communautés affrontent les mêmes risques qu'hier.»

Pourtant, le gouvernement ne reconnaît plus l'existence de



Malgré une mobilisation extraordinaire en faveur de la paix en Colombie (ici une manifestation en septembre 2016, paz signifie paix en espagnol), les obstacles restent nombreux. La continuation du phénomène paramilitaire inquiète les organisations de droits humains. KEYSTONE

ces groupes armés. «C'est l'aspect le plus inquiétant. L'Etat estime qu'il s'agit d'actes isolés commis par des criminels. Il réfute l'aspect systématique et organisé de ces assassinats», s'alarme Gladys Rojas.

L'Etat de droit pas garanti

De même, l'interpénétration entre les institutions publiques et ces milices criminelles, largement démontrée par le passé, est aujourd'hui niée à nouveau. Pourtant, les organisations sociales le constatent tous les jours sur le terrain. Pour la militante, il n'y a pas de doute: «Tant le gouvernement que les multinationales uti-

lisent toujours les paramilitaires comme outils pour réaliser leurs objectifs.»

Pour ne prendre qu'un exemple: la procureure du département de Bolivar, María Bernarda Puentes López, qui a fait incarcérer neuf militants pacifistes et villageois en mars dernier pour complicité supposée avec la guérilla de l'ELN, vient elle-même d'être placée sous les verrous. La magistrate est accusée avec sept autres de ses collègues de collusion avec plusieurs groupes paramilitaires de la région, parmi eux le Clan du Golfe, Los Urabeños et les Gaitanistas. «Mais nos camarades injustement emprison-

nés n'ont pas été libérés pour autant. La première audience n'a même pas eu lieu. Les seuls éléments en possession de la justice sont de faux témoignages. L'un des soi-disant témoins a d'ailleurs été tué par l'armée alors qu'il participait à une action d'extorsion», raconte la militante des droits humains.

Ce contexte de violation permanente de l'Etat de droit constitue un obstacle majeur à la construction de la paix. Une insécurité juridique qui touche aussi de plein fouet la question de l'accès à la terre, à l'origine même du conflit armé, toujours irrésolue. «La Colombie est l'un des pays les plus inégaux en ma-

tière de distribution des terres», rappelle Narciso Beleño Belaidés, président de la Fédération agro-minière du Sud de Bolivar, qui regroupe 57 associations. «Nous autres, en tant que mineurs artisanaux et paysans, nous ne savons pas si nous pourrions continuer à vivre et travailler sur nos terres alors que nous les occupons depuis plusieurs dizaines d'années. Car notre territoire est convoité par de grands groupes miniers. Nous réclamons les titres de propriété auxquels nous avons droit. S'ils nous enlèvent nos terres, il n'y aura jamais la paix», assure-t-il.

Si l'accord avec les FARC apporte quelques avancées à cet

égard – nombre de terres exploitées par les petits agriculteurs depuis longtemps devraient être titularisées –, Gladys Rojas craint que ces dispositions ne soient pas appliquées: «En Colombie, nous avons l'habitude que les accords restent lettres mortes. Nous doutons de la volonté politique du gouvernement de les mettre en œuvre.»

La terre, question irrésolue

De surcroît, pour le mouvement social, l'accord de paix signé avec les FARC est loin de résoudre le problème de l'inégale répartition de la terre: «Cela n'est pas suffisant et est loin de correspondre aux besoins des paysans d'aujourd'hui. Pis, pendant que le gouvernement discute avec les guérillas, il fait passer des lois qui remettent en cause des acquis du passé.» La militante des droits humains se réfère ici à la loi Zidres, adoptée en 2016, qui facilite l'accès aux terres inoccupées appartenant à l'Etat (les Baldíos de la nation) pour les grands investisseurs, et légalise des appropriations illégales par des entreprises nationales et étrangères. Des zones qui jusqu'à présent devaient être réservées à la paysannerie.

Pour Gladys Rojas et ses camarades, seule une participation massive de la société civile à la construction de la paix pourra permettre l'apaisement du pays. Les négociations avec les FARC ne l'ont pas permis. «Les victimes du conflit n'ont pu s'exprimer qu'à la fin du processus et de manière marginale», rappelle la leader associative.

Les pourparlers avec l'ELN ne l'ont pas permis pour l'instant, malgré les appels du pied répétés des mouvements sociaux.

«Des propositions de la base émanent de toutes parts dans les régions, mais ne sont pas écoutées.» L'accord de cessez-le-feu du 4 septembre dernier pourrait changer la donne (lire ci-contre). De très nombreuses organisations se sont fédérées au sein de la Mesa social avec à sa tête le Congrès des peuples, l'Organisation nationale indigène de Colombie (Onic) et la Centrale unitaire des travailleurs. Pour eux, la paix et la justice sociale vont main dans la main: «Le pays nécessite une ample réforme politique, dont les composants principaux sont la concrétisation des droits sociaux et économiques et des transformations institutionnelles qui rompent avec le cercle vicieux de la violence et de l'intolérance que nous avons vécu», énonce l'appel de la Mesa social. I

Un cessez-le-feu qui soulage

A partir du 1^{er} octobre, les armes devraient se taire. Mais pas seulement. Le cessez-le-feu signé le 4 septembre dernier par l'ELN et le gouvernement comprend un certain nombre d'engagements pour faire baisser la violence à tous les niveaux. «Lorsqu'une négociation a lieu en l'absence de cessez-le-feu, c'est plutôt le contraire qui se produit car chaque partie essaie d'affaiblir l'autre par tous les moyens sur le terrain pour obtenir un meilleur rapport de force. Avec le cessez-le-feu, on espère pouvoir respirer un peu», explique Gladys Rojas.

L'ELN a obtenu du gouvernement qu'il s'engage à renforcer le dispositif d'alerte pour prévenir les attentats et les assassinats de leaders sociaux, et à poursuivre les coupables. La population carcérale colombienne, dont les prisonniers de l'ELN, devraient en outre bénéficier d'un programme humanitaire, in-

cluant un meilleur accès aux soins. Un processus de consultation et de concertation avec la société civile devrait aussi être lancé d'ici peu, sous la forme «d'audiences».

De son côté, l'ELN a promis de s'abstenir de toute prise d'otages et de sabotage, de ne plus enrôler de mineurs ni de poser des explosifs. Soulagés et surpris de cette avancée, alors que les négociations piétinaient jusqu'alors, Gladys Rojas et Narciso Belaidés doutent cependant d'un dénouement rapide: «La perspective des élections de mai 2018, qui pourraient bien porter à nouveau au pouvoir le camp de l'ancien président Alvaro Uribe, ouvertement anti-paix, pèse sur les pourparlers», explique la militante. Si d'un côté les deux parties ont intérêt à finaliser leurs négociations avant cette échéance, de l'autre, rien ne garantit que le gouvernement fraîchement élu en 2018 applique l'accord trouvé. Son

inscription dans la Constitution suffirait-elle? Les électeurs colombiens sont très divisés sur la question des négociations de paix. Une très courte majorité avait refusé par référendum une première version de l'accord avec les FARC en octobre 2016. Pourquoi une telle opposition, encore aujourd'hui, alors que la principale guérilla a effectivement abandonné les armes? «La population est soumise à une intense propagande contre la paix orchestrée par le camp Uribe et l'ultra-droite qui détient l'ensemble des médias du pays. On dit aux citoyens que l'Etat va payer les guérilleros à ne rien faire, leur donner un logement et l'accès à la santé, alors que nombre de Colombiens n'y ont pas droit. On leur répète aussi inlassablement que si on signe ces accords le 'castro-chavisme' s'emparera du pays. Et ce discours erroné porte», soupire Gladys Rojas. CKR

Rémy Pagani: «Je reste optimiste»

Colombie ▶ Le maire de Genève, Rémy Pagani, a été invité en août dernier par le Sénat colombien à observer l'application du processus de paix en Colombie. Le magistrat a pu observer la reddition des armes de la guérilla des FARC dans le département du César et a aussi visité nombre de projets soutenus par la Ville de Genève en matière de développement, de droits humains et de promotion de la paix dans tout le pays. S'il souligne les obstacles à la fin du conflit armé, Rémy Pagani se réjouit de la vigueur et de la détermination de la société civile. Interview.

Pensez-vous après cette visite que la Colombie est vraiment sur le chemin de la paix?

Rémy Pagani: Oui, car j'ai constaté une volonté sincère des FARC d'en finir avec les armes et de s'engager en politique et un élan sincère des organisations de la société civile. Mais d'un autre côté, je remarque que la volonté politique de respecter les droits des populations reste timorée. J'ai pu observer moi-même sur place que lorsque les riverains d'une décharge à ciel ouvert ont manifesté contre les nuisances qu'ils subissaient à Bogota, le gouvernement a envoyé ses forces policières spéciales pour les mater au lieu de négocier et de trouver une solution.

De même, dans une autre région du pays, à Cajamarca dans le Tolima, la population a voté à 98% contre un projet de mine à ciel ouvert. Or le gouvernement envisage de modifier la Consti-



Le maire de Genève (2^e de puis la droite) a pu constater que les FARC ont rendu les armes (ici en visite de la zone transitoire et de normalisation de La Fila, à Ico-nnonzo, dans le département du Tolima). DR

tution pour ne plus être obligé d'appliquer les consultations populaires. Le gouvernement semble surtout préoccupé de signer des accords avec les guérillas, de sorte à favoriser les investissements étrangers des multinationales en Colombie.

Quels sont les obstacles principaux?

J'ai été surpris d'observer que le parlement colombien peine à trouver une majorité pour adopter un article sur l'application du droit à la liberté d'expression, pourtant prévu par l'accord avec les FARC. On constate là un

manque de volonté politique pour établir véritablement la démocratie en Colombie.

L'autre obstacle majeur est constitué par la présence des paramilitaires. Rien que dans les dix jours pendant lesquels j'étais sur place, il y a eu cinq assassinats, de deux combattants des FARC et de trois représentants d'organisations populaires. Or, lorsque j'ai demandé au Ministre de l'intérieur lors de notre entrevue ce qu'il faisait contre les paramilitaires, il a nié leur existence et il m'a dit qu'il s'agissait de gangs.

Pourtant, des responsables de l'Etat ont été condamnés à plusieurs reprises pour leurs complicités avec ces milices. Le ministre se défend en disant que la justice élucide deux fois plus de meurtres de militants qu'il ne le fait pour des crimes ordinaires. Cela n'est pas suffisant. D'autant que des groupes armés paramilitaires et narco-trafiquants ont pris la place des FARC dans plusieurs zones que l'ex-guérilla a quittées.

Qu'est ce qui explique malgré tout votre optimisme?

Les partis progressistes sont déterminés à mettre fin à tout cela d'une manière ou d'une autre. J'ai une réelle confiance dans l'action politique. D'autre part, des organisations sociales fortes sont présentes dans tout le pays. Des personnes déterminées peuvent mener à bien des processus qui paraissent impossibles a priori. J'ai rencontré tant de personnes prêtes à mettre en jeu leur vie pour défendre leurs droits et la paix. Ils ne lâcheront pas.

L'important c'est que le train arrive avant les nouvelles élections de mai 2018, qui, elles, pourraient faire changer la donne. Il faut absolument que les élus inscrivent les principes de l'accord de paix dans la Constitution. Ils n'en sont qu'à mi-chemin.

Quel rôle joue la Ville de Genève dans cette affaire, qui, a priori, n'est pas de son ressort?

A travers son service de la Solidarité internationale, la Ville de Genève soutient de nombreuses associations suisses et leurs partenaires locaux. Dans les trois dernières années, c'est plus d'un million de francs qui ont ainsi été investis dans ce pays. J'ai pu visiter plusieurs projets sur place et ai pu m'assurer du bon usage de ces fonds, notamment le travail de l'association Turpial dans la prison de La Picota à Bogota. Nous allons aussi participer à la mise en place d'un comité international d'observation du processus de paix, constitué de personnalités et de maires.

PROPOS RECUEILLIS PAR CKR

PARTENARIAT

[danse-théâtre]

7 Si dans cette chambre un ami attend
d'après un texte d'Emily Dickinson
Perrine Valli
16.09 > 17.09

8 Elle est là
Nathalie Sarraute
Anne Bisang
19.09 > 28.09

Le Grand Bal
30.09

Théâtre de l'Orangerie 2017
Parc La Grange
du 27 juin au 30 septembre

022 700 93 63
theatrorangerie.ch

PUBLICITÉ

ELLES ET ILS DISENT

OUI À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

VOTATION DU 24 SEPTEMBRE

POUR DES ALIMENTS SAINS ET ÉQUITABLES, RESPECTANT LA POPULATION, LES TERRES AGRICOLES ET L'ENVIRONNEMENT

- ✓ Consolider une politique agricole d'avenir
- ✓ Combattre le gaspillage alimentaire
- ✓ Protéger les terres agricoles suisses
- ✓ Ménager les ressources naturelles
- ✓ Soutenir l'agriculture locale
- ✓ Consommer des produits de saison

ANTONIO HODGERS
Conseiller d'Etat et candidat au Conseil d'Etat en 2018

YVAN ROCHAT
Maire de Vernier et candidat au Conseil d'Etat en 2018

DELPHINE KLOPFENSTEIN BROGGINI
Députée et candidate au Grand Conseil en 2018

FRANÇOIS LEFORT
Député et candidat au Grand Conseil en 2018

MATHIAS BUSCHBECK
Député et candidat au Grand Conseil en 2018